

## CTSD du 31 janvier 2019 – Déclaration FSU 72

La carte scolaire se caractérise cette année par une dotation départementale négative de 10 postes. Force est de constater qu'elle n'est pas à la hauteur des besoins du département, considérables tant dans les quartiers populaires que dans nombre de territoires ruraux. En témoignent les indicateurs fournis dans les documents préparatoires qui fournissent un nouvel éclairage sur la paupérisation qui s'étend dans notre département.

Cette dotation négative ne va donc pas permettre l'amélioration des conditions de scolarisation et d'apprentissage de la grande majorité des élèves. Faute de moyens dédiés aux dédoublements, les mesures annoncées vont accentuer le sentiment d'opposition entre les territoires puisque si les petites écoles sont préservées, ce sont des zones rurales ou semi-rurales elles-mêmes en voie de déclassement économique et social qui vont être touchées.

Tout ceci suscite, à juste titre, de nombreuses inquiétudes dans la communauté éducative voire, d'ores et déjà, de la colère.

35 fermetures de classes sont prévues pour seulement 9 ouvertures auxquelles s'ajoutent 36 écoles placées en surveillance fermeture. L'extinction définitive des postes de Plus de Maître que de classe dont quelques-uns avaient été jusqu'ici été préservés serait également entérinée. La suppression unilatérale et sans aucune évaluation de ce dispositif et malgré l'adhésion des équipes, permet de récupérer 9 postes. Pourtant, certains de ces postes étaient implantés dans des réseaux d'écoles rurales où, d'après les propos de l'IEN de circonscription, les écoles correspondent à 3 des 4 critères qui définissent le statut REP.

Le projet porte donc en soi les raisons d'une exaspération bien compréhensible. Alors que le Ministre n'a de cesse de parler d'une école de la confiance et de la bienveillance, la réalité sur le terrain, loin des tableaux excels et des indicateurs statistiques, est toute autre.

La soudaine ouverture de 7 postes d'ULIS et de 10 postes de remplaçant.es, quand bien même nous perdons des élèves et des postes pourrait être une bonne nouvelle si cela ne se faisait au détriment d'autres classes.

Par ailleurs, le recours à des personnels contractuels qui n'ont pas eu le droit à une véritable formation avant de devoir prendre en charge des classes traduit bien l'insuffisance des moyens.

C'est pourquoi, Madame la directrice Académique, nous souhaitons que soit remontée au Ministère notre demande d'un collectif budgétaire, seul dispositif réglementaire à même de permettre d'octroyer enfin les moyens nécessaires pour qu'enfin l'école soit une priorité gouvernementale et que cela se traduise par des choix budgétaires cohérents et réellement ambitieux.

Depuis de nombreuses années, les représentant-es des personnels alertent sur la dégradation de la situation des écoles comme sur la dégradation de la situation sociale dans le département. La montée continue des inégalités dans notre pays est jugée insupportable par une part de plus en plus large de la population, qui revendique plus de justice, plus d'égalité, plus de service public. L'annonce des fermetures envisagées ne répondra pas malheureusement pas à cette exigence. La FSU appelle l'ensemble de la communauté éducative à se mobiliser pour obtenir les moyens nécessaires à une Ecole de qualité.